

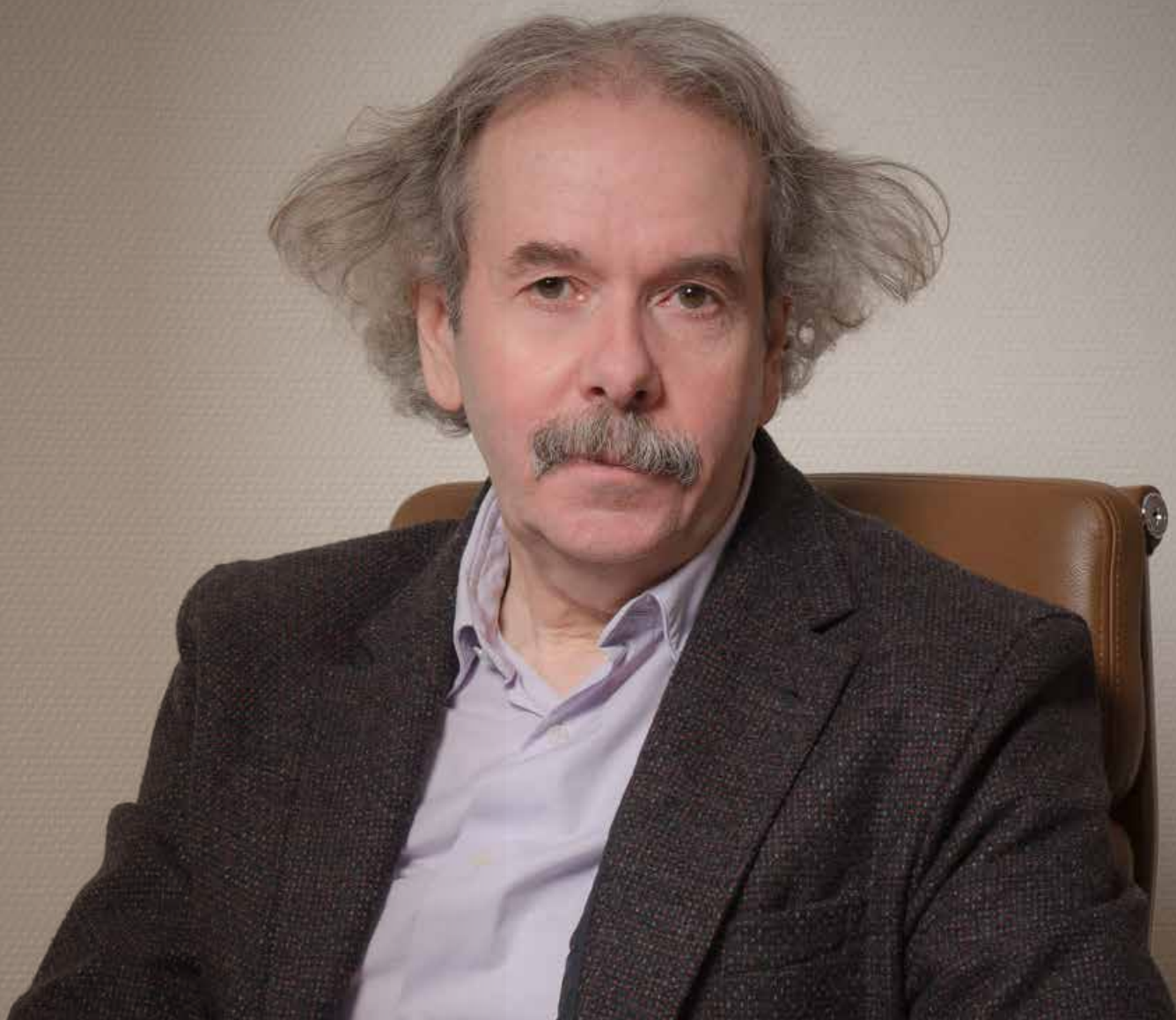
notre

N° 67 / avril 2021

Engagement

Le magazine de la Fondation Léopold Bellan

HOMMAGE À JEAN-LUC RITEAU





N° 67 / avril 2021

notre
Engagement

Comité de rédaction

Bernard de Lattre, Jean-Luc Riteau,
Matthieu Lainé, Florence Terray,
Christine Robert, Isabelle Guardiola

Rédaction : Isabelle Guardiola

Directeur de la publication

Jean-Luc Riteau

Conception-réalisation

MiSTiGRis
COMMUNICATION
mistigris.com

Photo de couverture

Hamid Azmoun

Impression

Promoprint – 75018 Paris

Dépôt légal

2^e trimestre 2021

ISSN 1258-9357

Fondation Léopold Bellan

64, rue du Rocher
75008 Paris
01 53 42 11 50
fondation@fondationbellan.org
www.bellan.fr



IMPRIMÉ
SUR PAPIER
PEFC
PROMOUVOIR
LA GESTION DURABLE
DE LA FORÊT

Hommage

à Jean-Luc Riteau 04

Grand Angle

Deux nouvelles structures à la Fondation :

Hygiène Santé et l'Association l'Aide à l'Épileptique 12

La campagne de vaccination contre la Covid 19 *en Ehpad* 14

Brèves 16

Fenêtres ouvertes

Interview / Christian Saout,

membre du Collège de la Haute Autorité de Santé 17

Richesses humaines

Les médecins en Ehpad 20

Parcours de vie

Joey et Evan,

en inclusion scolaire avec le Dame de Châteaudun 23

Qualité

Éducation à la vie sexuelle et affective

à *La Sapinière* 27

Retour d'expérience sur la crise 28

Culture

Journée internationale de l'épilepsie

IME de Bry-sur-Marne 30



PHOTO HAMID ZAOULI

C'est avec une grande tristesse et une profonde émotion que je viens vous annoncer le décès de Jean-Luc Riteau.

C'est en 1983 que Jean-Luc Riteau a rejoint l'Association Léopold Bellan, devenue ensuite Fondation. Pendant de nombreuses années, il a assuré la direction de Magnanville, avant d'être appelé en 1997 à des fonctions au Siège de la Fondation. Il en est devenu le Directeur Général en 2011.

Pendant les dix années qui viennent de s'écouler, sous sa direction, la Fondation s'est transformée en profondeur. Grâce à Jean-Luc Riteau, la Fondation s'est beaucoup développée : reprises de nombreux établissements, et créations se sont succédé dans nos différents secteurs d'activité. Son dynamisme, son expérience du terrain, alliés à une grande compétence dans la conduite des projets, ont permis cette croissance remarquable.

Homme de rigueur, il ne perdait jamais de vue les impératifs d'équilibre financier de la Fondation qu'il a su renforcer tout au long de son mandat. Homme de sensibilité cachée, il a su amener à la Fondation les hommes et les femmes qui font sa réussite.

Nous garderons de Jean-Luc Riteau le souvenir d'un homme attachant, exigeant, et sensible. Il a consacré toute sa vie à la défense de valeurs d'humanisme et de solidarité, soucieux de protéger les personnes les plus vulnérables, avec une attention constante au respect que l'on doit aux personnes que l'on accompagne. Chacun savait pouvoir s'adresser à Jean-Luc Riteau en cas de difficulté et avait la certitude d'être entendu.

Jean-Luc Riteau peut être fier de ce qu'il a accompli. La Fondation a perdu un grand bâtisseur.

Nous nous associons au chagrin de sa famille et lui exprimons toutes nos condoléances.

Bernard de Lattre,
Président

« JEAN-LUC RITEAU
PEUT ÊTRE FIER DE CE
QU'IL A ACCOMPLI.
LA FONDATION A PERDU
UN GRAND BÂTISSSEUR »

JEAN-LUC RITEAU, UN PARCOURS PROFESSIONNEL ET HUMAIN AU SERVICE DE LA FONDATION

LE 9 MARS, JEAN-LUC RITEAU, DIRECTEUR GÉNÉRAL, DONT LA VIE PROFESSIONNELLE SE CONJUGUE AVEC L'ESSOR QU'A CONNU LA FONDATION CES 25 DERNIÈRES ANNÉES, DISPARAÎSSAIT. AVEC EXIGENCE, RIGUEUR ET RESPECT, IL A SU PROMOUVOIR NOS VALEURS FONDATRICES DE SOLIDARITÉ ET DE FRATERNITÉ. ET DONNÉ À LA FONDATION SA DIMENSION ACTUELLE. **Bernard de Lattre, Président, Anne Lannegrace, Vice-Présidente et Florence Terray, Secrétaire générale, accompagnés par des membres de la Fondation, ont voulu, par leur présence à ses obsèques, témoigner à Jean-Luc Riteau leur respect et leur amitié.**

En 1983, Jean-Luc Riteau rejoint Léopold Bellan qui n'est alors qu'une association comme directeur-adjoint d'une maison de retraite -dont il devient directeur en 1987 : le futur Centre de Gérontologie Clinique de Magnanville. En cette fin des années 80, l'Association est l'institution gestionnaire de 8 établissements dont la plupart sont à rénover. Elle va se remobiliser fortement au début des années 90 et Jean-Luc Riteau accompagnera ce renouveau. Nommé Directeur Général Délégué des Yvelines en 1993, l'un de ses premiers grands chantiers sera la restructuration complète de l'établissement de Magnanville et de l'Ehpad de Septeuil.



1988. Venue de François Mitterrand lors de la Semaine pour les Personnes Agées.

LE TEMPS DES GRANDS CHANTIERS

En 1996, l'Association Léopold Bellan se transforme en Fondation. En 1997, Jean-Luc Riteau rejoint la rue du Rocher en qualité de Directeur Général Délégué puis devient en 2011, Directeur Général de la Fondation.

Pendant toutes ces années, Jean-Luc Riteau a piloté des restructurations et des créations d'établissement, des reprises. Chacun de ces projets est venu enrichir les savoir-faire de la Fondation et lui ont permis de devenir l'acteur majeur de notre secteur que nous connaissons aujourd'hui.



Le nouvel Hôpital Léopold Bellan

Jean-Luc Riteau s'est ainsi beaucoup investi dans la reprise en 1998 des établissements de l'Association Coudray-Montpensier, il a ensuite conduit les restructurations qui s'imposaient et en particulier celles des Esat de Chinon et de Noyon, de l'IME de Châteaudun ou de Vayres-sur-Essonne. Il s'est également attelé à la reprise de la Maison de Retraite de la Bijouterie, Joaillerie et Orfèvrerie à Garches puis à celle de la Résidence Hardouin à Tours qu'il a restructurée et agrandie.

Jean-Luc Riteau a créé de nouveaux pôles d'activité pour la Fondation, celui de la surdité avec trois établissements parisiens et un dans l'Essonne, puis il a ouvert le secteur de la petite enfance en reprenant les crèches de l'ONCP. Il n'a pas ménagé ses efforts pour faire évoluer les structures d'aide et de soins à domicile de la Fondation.

« Il ne s'agit pas de se développer pour le plaisir de grandir, analysait-il en septembre 2009 dans Notre Engagement. Nous sommes vigilants à l'évolution des questions de santé et des modes de prise en charge pour nous montrer réactifs. »



CHEF D'ORCHESTRE MINUTIEUX

En 2009, face aux difficultés que rencontrait l'hôpital Léopold Bellan confronté à un problème de taille dans un contexte de recomposition de l'offre sanitaire à Paris, Jean-Luc Riteau négocie sa fermeture, mène à bien le projet de cession de site Montparnasse et la construction d'un nouvel Hôpital entièrement dédié à la gériatrie, dans la cité hospitalière rue Losserand à Paris 14^e. Signature de l'acte de vente et fermeture du site Montparnasse, transfert des patients et ouverture du nouvel Hôpital ont pu intervenir simultanément !

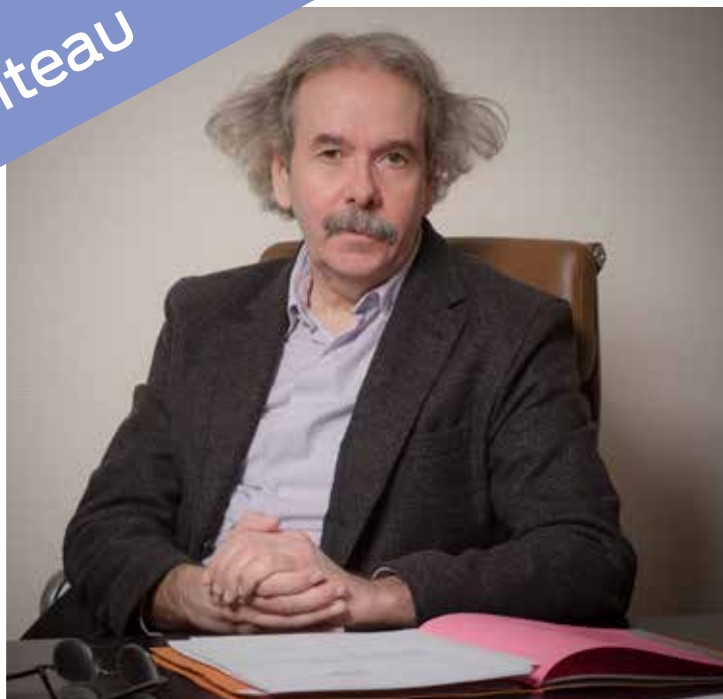
Jean-Luc Riteau a permis à la Fondation de s'ouvrir à de nouvelles prises en charge et d'ouvrir de nombreuses structures avec le souci permanent de maintenir l'équilibre

économique de la Fondation et de préserver ses fonds propres.

Ces deux dernières années, Jean-Luc Riteau a ainsi mis en œuvre la Foncière solidaire Léopold Bellan dont il était l'initiateur. Celle-ci porte notamment un

projet auquel il était particulièrement attaché, celui de la Grande Bretèche à Tours (création d'un Ehpad de 65 places et d'une résidence service senior) qu'il avait remporté au terme d'un appel à projet. En 2020, il a engagé un rapprochement avec deux associations, l'une au profit du maintien à domicile des personnes âgées et des personnes en situation de handicap dans l'Oise et la seconde au profit de personnes souffrant d'épilepsie sévère. Ces deux associations nous rejoignent.

Une mention toute particulière au projet de restructuration-reconstruction de Magnanville qui lui tenait tant à cœur et dont il a arrêté le cadre, le jury de concours d'architecte se réunit bientôt, hélas sans lui.



«J'ai toujours eu le sentiment d'être écoutée»



Anne-Marie CAMILLI-TERNISIEN

Ma rencontre avec Jean Luc Riteau remonte à plus de 30 ans ; je recherchais un stage de quelques mois pour valider un troisième cycle en ressources humaines. Il était alors le jeune directeur-adjoint de la Maison de Retraite de Magnanville, grand paquebot tout délabré et financièrement en péril, pas forcément attrayant pour une juriste parisienne issue de la Banque et du Notariat ; mais un patron comme Jean Luc Riteau ne se rencontre qu'une seule fois dans une vie, les six mois de stage sont devenus toute une carrière, et notre petite équipe de collaborateurs fidèles et motivés a aidé Jean Luc Riteau, devenu directeur, à faire de Magnanville le Centre de Gériatrie Clinique, établissement de référence en gériatrie. Il m'a fait l'honneur de me confier la direction de Magnanville quand il a pris ses fonctions à la Direction Générale, et a eu l'élégance de ne jamais

intervenir directement dans la gestion de ce Centre qu'il appelait « mon bébé » ».

Dans les années qui ont suivi, il y a eu des périodes plus fastes, puis l'époque des restrictions budgétaires, avec les tensions inévitables entre un directeur d'Etablissement « le nez dans le guidon » et la Direction Générale garante de la pérennité de la Fondation. Mais même quand nous avions des divergences de vue, quand mon insistance et ma résistance l'énervaient et qu'il me traitait de « Corse têtue », j'ai toujours eu le sentiment d'être écoutée, et jamais le respect et la confiance mutuelle que nous partagions n'ont été altérés.

Il était un repère, un homme sage, calme et rassurant, qui savait relativiser les difficultés du moment et se projeter dans l'avenir.

Peu de gens ont eu la chance de découvrir, au-delà du décideur exigeant, précis, impressionnant par ses silences et son apparente froideur, une personne extrêmement sensible, intègre, éprise de justice et indifférente aux honneurs et aux futilités ; j'ai eu ce privilège et je lui en serai toujours reconnaissante.

Son courage, sa lucidité face à sa maladie si terrible et si injuste, l'ont encore grandi aux yeux de ceux qui espéraient qu'il allait s'en sortir, parce qu'il nous semblait indestructible. Nous n'arrivons pas à croire qu'il n'est plus là.

C'est un homme extraordinaire qui vient de nous quitter, à qui je dois tant et que j'ai eu la chance de côtoyer pendant tant d'années.

TÉMOIGNAGES

ILS ONT TRAVAILLÉ ET PARTAGÉ AVEC JEAN-LUC RITEAU.

Docteur Michel SALOM, Centre de Gérontologie Clinique de Magnanville



Jean-Luc Riteau a pris ses fonctions en 1983 dans ce qui deviendrait un jour et, en grande partie grâce à lui, le centre de gérontologie clinique de Magnanville. Il s'agissait de participer à une entreprise à haut risque, auprès d'un directeur quelque peu caractériel auprès de qui il aura exercé sa patience. Il en était l'adjoint en charge de la mise en place d'un service administratif, mais aussi d'un projet de reconstruction totale de ce qui était alors un mouvoir promis à la fermeture. Lui aussi s'était fait une promesse, se donner cinq ans pour aboutir puis s'en aller vers une autre destinée. C'est probablement le seul engagement qu'il n'aura pas tenu.

Ce qui dans la relation que nous avons entretenue pendant 38 ans m'a particulièrement marqué, c'est sa pudeur, sa retenue et aujourd'hui, après toutes ces années, il m'est difficile de parler de l'homme qu'il était, selon moi, sans avoir le sentiment de dévoiler un secret.

Son intelligence était immédiatement perceptible. Capable d'analyser, de structurer, de hiérarchiser de prévoir toutes les étapes d'une nouvelle réalisation, en s'appuyant sur des compétences personnelles ou qu'il savait aller chercher chez les autres. Il avait la prescience de ce qui allait fonctionner, pourquoi et comment et lui qui n'était pas bavard, devenait terriblement convaincant pour vous emmener, en bon ordre de bataille, en équipe et en

confiance, dans la réalisation du projet.

Je me suis souvent amusé de la manière qu'il avait de dérouter ses interlocuteurs politiques ou administratifs par ses silences et sa distance. A l'autre à se dévoiler ! Mais cette pratique était aussi un désir de le connaître dans son humanité et c'est cela que ses futurs collaborateurs ont souvent intuitivement retenu. S'il est une qualité dont on ne fait pas état et lui, moins que tout autre, c'est bien celle d'aimer son prochain et j'ose le dire et le prouver car il n'a jamais construit un projet sans qu'il soit fondé intimement, organiquement, sur la volonté d'améliorer la condition de ceux qui choisiraient de se confier à la fondation. De la même manière, toute reprise d'une autre entité passait obligatoirement par la réassurance de son personnel évidemment fragilisé et inquiet pour son avenir.

Il pouvait être très drôle et déroutant car on ne l'attendait pas dans ce registre mais, en confiance, détendu, il abordait les questions existentielles ou professionnelles de manière baroque un peu comme Groucho Marx avec qui il avait une certaine ressemblance. Sans que l'on s'y attende, il vous montrait ce qu'il avait retenu de vous et de vos petits travers, avec humour, comme ce jour où à la fin d'un repas, il m'avait commandé à l'avance un gâteau dont je raffole, mais pour 10 personnes !

Il excellait dans la gestion quotidienne, passait de la résolution d'une difficulté à une autre avec inventivité, mais, ce qui le rendait le plus heureux, c'était l'élaboration des nouveaux projets. Il aimait qu'on lui amène des idées, les explorait dans tous les sens jusqu'à les faire siennes et réciproquement. Et pour celles auxquelles il ne croyait pas totalement, il n'était pas interdit d'y travailler jusqu'à lui apporter la preuve de leur pertinence mais attention, la barre était haute.

Il pouvait arriver que l'on se trompe, l'erreur était l'occasion d'une pédagogie, il savait être patient avec ceux dont il pensait que les compétences allaient s'améliorer au profit de l'entreprise.

Il était courageux, capable de prendre des risques dès lors que le but en valait la peine et il lui en aura fallu de ce courage pour aborder et organiser avec une telle lucidité la fin de sa vie.

Il appartiendra à d'autres de dire ce qu'il aura laissé en héritage à la fondation, pour ma part je ne peux que dire mon amitié, mon admiration et ma reconnaissance pour toutes ces années professionnellement et humainement heureuses avec et grâce à lui et je remercie la Providence qui m'a permis de le lui dire.

Bertrand CUNY, Président de 2001 à 2016

Pendant quinze ans président de la Fondation Léopold Bellan j'ai côtoyé Jean-Luc Riteau directeur général adjoint puis directeur général de la Fondation. Jean-Luc avait une très large expérience puisqu'avant même de venir au siège il avait dirigé notre établissement de personnes âgées de Magnanville et noué des relations étroites avec les autorités du département des Yvelines à tel point qu'aucune reprise ou création de nouvelles structures n'étaient possibles sans que nous soyons consultés.

Directeur général, il m'avait convaincu que l'avenir dans notre domaine d'activité résidait dans de grandes structures polyvalentes s'appuyant sur des relations étroites avec les agences régionales de santé. C'est ainsi que nous avons pu absorber de plus petites associations et devenir, par exemple, un acteur important dans les crèches parisiennes. Mais les malades, les personnes âgées, les handicapés, l'enfance en difficulté restaient prioritaires. Il fallait répondre à des besoins nouveaux en créant de nouveaux sites ou en modernisant des sites existants. Le confort et la sécurité des personnes accueillies a toujours été sa priorité. C'est ainsi que démolir notre vieil hôpital et le reconstruire dans l'enceinte de l'hôpital Saint-Joseph pour lui donner une nouvelle raison d'être dans la gérontologie a été une opération risquée mais une grande réussite puisqu'il est déjà prévu de l'agrandir.

L'activité débordante de Jean-Riteau aurait pu être néfaste pour les finances de la Fondation mais au-delà de ses capacités de gestionnaire il a toujours trouvé des financements exceptionnels de l'Etat, des régions, des départements sans oublier les agences régionales de santé.

Bravo et merci, Jean-Luc tu as été un grand chef d'entreprise, une entreprise socialement responsable selon le vocable d'aujourd'hui ; je suis sûr que toutes les personnes accueillies par la Fondation et son personnel ne t'oublieront pas.



«Jean-Luc, tu as été un grand chef d'entreprise, une entreprise socialement responsable»



Joël LINHARDT, Directeur général honoraire.

Jean-Luc Riteau et moi-même, ne pouvions qu'avoir une relation très singulière, puisqu'au cours d'un très long compagnonnage, nous avons été successivement collègues, puis il a été mon plus proche collaborateur, avant de devenir mon successeur.

(...)

Jean-Luc Riteau appartient aux trois derniers dinosaures, avec le Président Crestin et moi-même, qui ont vécu comme acteurs la période de l'ancienne Association Léopold Bellan. Avec sa disparition, c'est plus qu'une page qui se tourne.

Jean-Luc Riteau pouvait parfois désorienter ses interlocuteurs par une attitude susceptible d'apparaître distante. Pourtant, celles et ceux qui le connaissaient bien savaient combien il était chaleureux et très attentif aux autres.

Je garderai profondément ancré dans ma mémoire, les longs moments passés ensemble sur les routes, en réunion, en tête à tête, nos combats communs, mais aussi ces nombreux moments de joie partagés d'une longue période de ma vie professionnelle pleine de richesse humaine.

«...combien il était chaleureux et très attentif aux autres.»



« Un humaniste aimant la vie,
voilà ce que j'ai pu comprendre du Jean-Luc privé ».

**Jean-Patrick LAJONCHERE, Directeur Général
Fondation Hôpital Paris Saint-Joseph**



Depuis plusieurs années, un soir du mois d'août nous réunissait tous les deux près de Montmartre, dans un restaurant évidemment choisi par Jean-Luc.

C'était un vrai connaisseur du quartier, un vrai amateur de ces petits restaurants parisiens qui sont à chaque fois des découvertes.

Nous échangeons sur les affaires de nos fondations bien sûr, mais également sur nos vies et nous apprécions ces moments presque hors du temps.

Un humaniste aimant la vie, voilà ce que j'ai pu comprendre du Jean-Luc privé.

Calme, réfléchi, inventif, le directeur général qu'il était rassurait, donnait du sens, la fondation Léopold-Bellan s'en est bien trouvée. Il racontait simplement, comme si tout cela était normal, tous les développements qu'il pilotait depuis quelques années.

Nos rapports professionnels étaient aussi chaleureux que nos entrevues privées, les difficultés quelles qu'elles soient semblaient simples à résoudre. La création de l'hôpital Léopold-Bellan, ouvert en 2015 sur le site de la Cité hospitalière installée sur les terrains de notre fondation Saint-Joseph lui doit tout. Il était le grand spécialiste des montages immobiliers complexes.

Il a su créer une belle équipe autour de lui et sa façon d'être, d'agir rejailissait sur chacun.

Je l'avais appelé quelques semaines avant cette bien triste journée où il nous a quittés, il m'avait dit clairement qu'il espérait revenir bientôt au travail et nous avons ensemble espéré une soirée du mois d'août tous les deux... Son petit nuage nous accompagnera dans les collaborations entre nos deux fondations et j'en suis sûr continuera de nous inspirer.

Repose bien dans ta Touraine Jean-Luc, Avec toute mon amitié.



Oct.2011,
départ en retraite de J. Linhardt



Concours peinture
Léopold Bellan, 2017

Matthieu LAINE, Directeur Général Adjoint

Jean-Luc Riteau m'a recruté en 2008 pour l'accompagner dans le développement de la Fondation pour lequel il avait une véritable vision. Il m'a accordé sa confiance. Cette dernière n'empêchant pas le contrôle, il bousculait mes certitudes trop vite acquises. Il fallait bien réfléchir avant de répondre à la question qu'il vous posait régulièrement « Vous êtes sûr ? ».

Jean-Luc Riteau avait une mémoire phénoménale, notamment des chiffres. Son intelligence et sa hauteur de vue lui permettaient de détecter, en un rien de temps, la moindre erreur dans un document qui lui était soumis. Cette précision était le reflet d'une très grande exigence professionnelle, pour lui-même et pour les autres. « Je pense que vous n'avez pas eu assez de temps pour travailler ce dossier » signifiait gentiment que votre travail était à reprendre. Comme tous ses collaborateurs, ce perfectionnisme et cette exigence m'ont fait apprendre et progresser pendant ces douze années passées auprès de lui.

Homme de dossier, Jean-Luc Riteau aimait aussi le « terrain » qu'il connaissait si bien. Il était convaincu de l'importance d'une forte autonomie des Directeurs d'établissement et de leurs cadres, parce qu'ils sont avec les professionnels qui les entourent, au plus près des personnes que nous accompagnons et de leurs besoins. Dans les travaux préalables aux reprises que nous avons menés, se rendre sur site était le meilleur moyen de finir de le convaincre de la pertinence du projet. S'il se sentait bien dans un établissement, que celui-ci était bien tenu et que les collaborateurs avaient l'opportunité de lui expliquer leur travail, son enthousiasme était alors perceptible, il était convaincu et les études pouvaient être nettement raccourcies...

Nous avons également depuis 12 ans construit une relation plus personnelle, empreinte d'amitié et de respect. J'appréciais son écoute, le temps qu'il savait consacrer à transmettre ses connaissances, ses analyses pleines de distance, mais aussi son humour et son sens de l'autodérision.

Ces moments privilégiés, souvent au cours des déjeuners que j'ai partagés avec Jean-Luc Riteau, à réfléchir avec lui, argumenter pour tenter de le convaincre, à rire aussi, me manqueront. Je ne les oublierai pas.



« Cette précision était le reflet d'une très grande exigence professionnelle, pour lui-même et pour les autres. »



Inauguration de l'Ehpad de Romainville, 2018.



Inauguration du pôle médico-social de Montesson, 2019

DEUX NOUVELLES STRUCTURES REJOIGNENT LA FONDATION

L'ASSOCIATION HYGIE SANTÉ, GESTIONNAIRE D'UN SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE ET PORTEUSE DU DISPOSITIF MAIA-OISE EST, A REJOINT LA FONDATION DÈS JANVIER 2021.

Hygie Santé, créée en 2004 et installée dans l'agglomération de Compiègne (Oise), comprend tout d'abord un Ssiad (Service de Soins Infirmiers A Domicile) de 88 places, dont 79 sont réservées à des personnes âgées et 9 à des personnes en situation de handicap. Le Ssiad permet aux personnes âgées de rester dans leur cadre de vie grâce à l'intervention d'une équipe de professionnels de soins, d'éviter une hospitalisation ou de faciliter le retour à domicile après une hospitalisation. L'équipe*, composée d'aides-soignants et d'infirmiers, encadrée par une infirmière-coordinatrice intervient 7 jours sur 7 sur prescription médicale dans l'arrondissement de Compiègne, elle dessert 156 communes, dont 42 comme unique opérateur.



UN DISPOSITIF MAIA

L'association est également porteuse du dispositif Maia-Oise Est (Méthode d'Action pour l'Intégration des services d'aide et de soins dans le champ de l'Autonomie) issu du Plan Alzheimer 2008-2012. Concrètement, la Maia accompagne des personnes âgées à domicile avec des fragilités multiples, afin d'évaluer leurs besoins dans tous les domaines de la vie. Elle coordonne la mise en place des aides, des services et des soins avec l'ensemble des professionnels concernés. Elle couvre la moitié est du département de l'Oise, soit 302 communes comportant plus de 10 000 habitants âgés d'au moins 60 ans. 120 personnes sont accompagnées par ce dispositif.

« Nous sommes une petite association à la gestion solide, commente Hélène Simon Prévost, directrice d'Hygie Santé partie à la retraite, nous souhaitons nous adosser à une plus grande structure mais voulions choisir notre partenaire. Nous entretenons depuis des années de bonnes relations avec la direction du FAM de Monchy-Saint-Eloi. Nous connaissons le sérieux et l'éthique de la Fondation Léopold Bellan. Nous nous sommes naturellement tournés vers elle pour un projet de rapprochement. » La fusion est effective depuis début janvier 2021 et Pierre-Alain Brunel, directeur du Fam de Monchy-Saint-Eloi, assure à présent également la direction d'Hygie Santé. ■

*Effectifs d'Hygie Santé : 32 salariés.

L'ASSOCIATION L'AIDE À L'ÉPILEPTIQUE (AAE) GÈRE UN HÔPITAL DE JOUR ET UN ESAT DESTINÉS AUX PATIENTS ET USAGERS ÉPILEPTIQUES. ELLE REJOINT LA FONDATION AU PREMIER SEMESTRE 2021.

L'AAE a été créée par le Docteur Lionel Vidart en 1958. Dispositif unique en Ile-de-France, il regroupe l'Hôpital de jour (HDJ) Lionel Vidart, d'une capacité de 40 places, qui accueille 60 à 65 patients souffrant d'épilepsie sévère associée à des dysfonctionnements cérébraux et des troubles psychiatriques de même qu'un Etablissement et Service d'Aide par le Travail (Esat) de 50 places, proposant à ses usagers épileptiques une activité professionnelle, malgré la complexité des pathologies. L'Association est installée à Créteil (94), à proximité du Groupe hospitalier Henri Mondor - Albert Chenevier. Elle était liée depuis 1966 à l'APHP, par un bail emphytéotique arrivé à échéance qui n'a pas été reconduit à la suite de la préemption d'une partie du terrain par la Société du Grand Paris (SGP), mais l'AAE a obtenu une autorisation d'occupation temporaire jusqu'en 2025.

VERS UN STATUT MÉDICO-SOCIAL

L'Agence Régionale de Santé (ARS) souhaitait voir évoluer l'HDJ vers un statut médico-social et le transfert des activités de l'AAE à un acteur du secteur. «*Nous sommes les seuls en Ile-de-France à assurer une prise en charge spécifique et globale des adultes épileptiques, soit un soutien médical, social, éducatif et professionnel adapté*, énonce Guylaine Cardou, directrice de l'AAE. *Nous voulions trouver le partenaire idéal qui nous assurerait la continuité de la prise en charge de cette pathologie pour laquelle je rappelle qu'il existe peu de solutions**. *Le rapprochement avec la Fondation facilitera et sécurisera le parcours des personnes accueillies pour leur éviter des ruptures inutiles et aggravantes.* »

UN PÔLE D'EXCELLENCE DE L'ENFANCE À L'ÂGE ADULTE



L'AAE intègre la Fondation au premier semestre 2021**. Ce rapprochement permet la constitution d'un pôle d'excellence en épilepsie, de l'enfance à l'âge adulte. Il offre des solutions pour assurer la continuité du parcours de vie des jeunes épileptiques de l'IME Léopold Bellan de Bry-sur-Marne. La Fondation suit les préconisations de l'ARS avec la création d'une Maison d'Accueil Spécialisée (MAS) pour adultes épileptiques. Enfin, dans le cadre de la reconstruction programmée de l'Esat Léopold Bellan de Bry-sur-Marne, cette fusion permettra la création d'un Esat de 122 places, dont 50 seront réservées à des personnes épileptiques. ■

*l'offre d'établissements spécialisés pour épileptiques reste insuffisante pour accompagner les 30 % de personnes épileptiques ayant développé une forme sévère de la maladie.

** Effectif total des salariés : 43

NOS EHPAD ENFIN VACCINÉS

LA VACCINATION CONTRE LA COVID 19 S'EST DÉROULÉE EN JANVIER ET FÉVRIER DANS LES EHPAD DE LA FONDATION. ELLE PERMET, DANS DES CONDITIONS SÉCURISÉES, LE RETOUR À UNE VIE PLUS OUVERTE DANS LES ÉTABLISSEMENTS.

Le médecin et la cadre de santé de l'Ehpad de Mantes-la-Jolie auprès d'une résidente vaccinée.



« Je ne suis pas sortie de la résidence depuis le 4 mars 2020, la date m'a marquée. Chaque semaine, j'allais au marché à pieds, soit 2 km aller-retour, c'était ma promenade santé -un moyen d'entretenir mon squelette- et un vrai plaisir. Je rêve d'y retourner, de me promener et de faire mes courses moi-même ». Marie-Jeanne Dayle, 81 ans, résidente à l'Ehpad de Mantes-la-Jolie a souhaité être parmi les premiers à être vaccinée : « il faut avancer, sortir de cette épidémie et faire confiance à la science ! On a l'exemple des mauvaises grippes, également meurtrières, que la vaccination a permis de combattre. » « J'avais quelques doutes mais les ai surmontés et me suis fait vacciner. Je trouvais très important également de protéger les personnes que

je côtoie à l'Ehpad et ceux qui s'occupent de moi », témoigne à son tour Simone Dupin. Elle fait partie des résidents de Mantes-la-Jolie et des autres Ehpad et Fam de la Fondation à avoir bénéficié de deux injections de vaccin (Pfizer-BioNTech) en janvier et février. Les salariés éligibles et volontaires ont pu également accéder au vaccin : « Je pense à nos soignants, si engagés et si exposés pendant les vagues successives de la pandémie, qui ont heureusement, dorénavant, largement accès à la vaccination. Tout en respectant leur liberté, nous ne pouvons que les encourager à se faire vacciner », appuie Bernard de Lattre, Président de la Fondation, lui même vacciné à l'Ehpad de Bois-Colombes. ■

SURVEILLANCE MÉDICALE ET ÉPIDÉMIOLOGIQUE

La vaccination débute par le recueil du consentement et un rendez-vous pour repérer l'absence de pathologie active ou d'antécédents d'allergie grave ou autre problème qui contre-indiqueraient l'injection.

« Nous devons obtenir le consentement éclairé des résidents en leur délivrant une information loyale claire et adaptée sur l'intérêt du vaccin dans la balance bénéfique/risque, l'état de nos connaissances. Nous leur présentons aussi les modalités de la vaccination, les effets secondaires mineurs attendus et les rares graves qui peuvent être liés à un problème allergique », détaille Bernard Planques, médecin coordonnateur à Septeuil. Cette information se fait directement auprès des personnes en mesure de donner un consentement mais aussi, à l'aide d'une communication adaptée (courriers aux familles, réunions d'information à destination des résidents, familles et salariés et recueil du consentement auprès des familles, personnes de confiance et tuteurs...).

RETOUR À UNE VIE PLUS NORMALE

Des mesures d'assouplissement des protocoles de lutte contre l'épidémie peuvent progressivement être envisagées en fonction de la situation sanitaire au sein de l'établissement et sur le territoire de proximité. Elles sont également conditionnées par un taux de couverture vaccinale des résidents supérieur à 70%. Ainsi, pour les résidents vaccinés, les visites en chambre peuvent reprendre, tout en maintenant la prise de rendez-vous afin de réguler les flux et d'assurer la désinfection régulière des locaux. Deux visiteurs (de plus de 11 ans) sont admis en chambre et 3 à l'extérieur (voire plus selon la taille du jardin



ou parc de l'établissement). En outre, le temps des visites est allongé. Eu égard à la situation sanitaire encore très complexe, les visiteurs sont toujours invités à procéder à un test de dépistage avant de rendre visite à leur proche (test PCR 72 heures avant la visite ou test antigénique ou attestation de vaccination).

La reprise des sorties est également organisée, avec cependant, à leur retour, la réalisation d'un test antigénique entre J+4 et J+7 pour tous les résidents quel que soit leur statut vaccinal et l'isolement, dans l'attente du résultat de ce test. Enfin, la vie sociale reprend dans les établissements (repas et animations notamment en Pasa), avec la constitution de groupes mixtes de personnes vaccinées et non vaccinées.

Le vaccin n'empêche pas d'être infecté mais évite d'être gravement malade. Le maintien des gestes barrière demeure nécessaire jusqu'à ce qu'un nombre suffisant de personnes soit immunisé.

Point épidémiologique

■ Le 15 mars 2021, on comptait dans les établissements de la Fondation, 645 personnes accompagnées (sur 4500) et 399 salariés (sur 2500) vaccinés. Le taux de résidents vaccinés dans les Ehpad était à cette date de 72% à Magnanville, 50% à Septeuil, 79% à Bois-Colombes, 77% à Tours, 75% à Mantes-la-Jolie, 70% à Romainville, 46% à Montesson. Il était de 73% au Fam de Septeuil et de 48% à celui de Monchy.

Cérémonie Différent & Compétent 2020



La remise des attestations « Différent & Compétent » a eu lieu à l'Esat de Chinon, le 18 décembre, en petit comité. Elle récompensait le travail de Cyril Cheron et David Pignot, pour le référentiel menuisier fabricant ; Patrick Bergeault et Serge Narbonne, pour le référentiel jardinier paysagistes ; Vincent Martin, accompagnateur RAE, moniteur à l'atelier menuiserie, et Christophe Berneron, pour l'atelier espace vert. Matthieu Lainé, Directeur Général par intérim de la Fondation est venu spécialement pour participer à cet évènement : « Cette cérémonie marque, en dépit du contexte sanitaire, une reconnaissance symbolique importante pour les travailleurs et les moniteurs. »



Télé médecine

Des téléconsultations et télé-expertises sont dispensées par l'Hôpital Léopold Bellan (HLB) aux résidents de 4 Ehpad de la Fondation (Bois-Colombes, Mantes-La-Jolie, Montesson et Romainville) et dans

8 autres Ehpad partenaires (Saint Augustin Paris 14^{ème}, Maison des Poètes à Malakoff (92), Sainte Monique Paris 14^{ème}, Ehpad Korian St-Charles Paris 15^{ème}, Club Montsouris Paris 14^{ème}, Arpavie Champfleury (92), Médicis (92) et Résidence Sèvres Paris 7^{ème}). L'équipe de télé médecine est composée du Dr Lisette Volpe-Gillot, chef de service, du Dr Sam Bundhoo, médecin coordonnateur de l'Ehpad de Montesson et du Dr Anne Lorenz qui reprendra en juin 2021 le développement de la télé médecine. L'équipe s'attache également depuis peu à développer une activité d'équipe mobile de gériatrie extrahospitalière. Les téléconsultations se sont jusqu'ici portées sur les troubles du comportement, problématique rencontrée par l'ensemble des Ehpad et sur lesquels existe une expertise à l'HLB. Il est prévu de proposer à terme d'autres spécialités (cardiologie, dermatologie...). « L'hôpital propose une prise en charge complète des soins pour une personne âgée, appuie son directeur, Nicolas Debut. *Téléconsultations, consultations spécialisées, visites en Ehpad, bilan sur place ou hospitalisation si besoin* ».

Merci pour vos mots et vos dessins

Pendant le premier confinement, les personnes âgées de la résidence médicalisée de Tours ont reçu des témoignages de soutien dont nous reproduisons quelques extraits.

« Dans le couloir on avançait, ici un poème, là un dessin, c'était joyeux et coloré : c'était la vie ! »



« Cela nous permettait de voyager »

« Il y avait des enfants mais aussi des adultes qui nous écrivaient, cela nous touchait encore plus qu'ils aient pris du temps pour nous »



« C'est agréable de savoir que des gens que nous ne connaissions pas nous soutenaient »

Interview / CHRISTIAN SAOUT

« IL EXISTE UN BESOIN D'EXPRESSION DIRECTE CHEZ NOS CONCITOYENS »

CHRISTIAN SAOUT PRÉSIDE LA COMMISSION SOCIALE ET MÉDICO-SOCIALE (CSMS) ET LE CONSEIL POUR L'ENGAGEMENT EN SANTÉ DES USAGERS DE LA HAUTE AUTORITÉ DE SANTÉ. MAGISTRAT, IL A ÉTÉ PRÉCÉDEMMENT PRÉSIDENT DU CISS (COLLECTIF INTERASSOCIATIF SUR LA SANTÉ), DE L'ASSOCIATION AIDES ET DE LA CONFÉRENCE NATIONALE DE SANTÉ. .

La crise a pris de surprise les dirigeants politiques, elle a conduit à des prises de décisions rapides, souvent sans consultation des usagers et de leurs représentants. Parleriez-vous de « démocratie sanitaire confinée » ?

CHRISTIAN SAOUT : Non. D'abord parce que jamais les déterminants d'une crise sanitaire et de la prise de décision politique n'ont autant été sur la place publique. Sans doute avec les inévitables excès de l'information permanente et des réseaux sociaux, parfois qualifiés ensemble « d'infodémie ». Mais surtout parce que rien n'interdisait aux lieux de démocratie sanitaire de s'autosaisir, comme l'a fait la Conférence nationale de santé. Après tout, il y a des représentants des usagers dans les conférences régionales de la santé et de l'autonomie (CRSA), dans les commissions des usagers (CDU) à l'hôpital, et dans les conseils de la vie sociale (CVS) dans les établissements sociaux et médico-sociaux. Mais peut-être que les représentants des usagers n'ont pas réussi à s'auto-saisir de ces questions : ce qui en dit long sur ces formes de démocratie sanitaire. Pour notre part à la HAS, le Conseil de l'engagement des usagers (CEU) a été saisi et s'est auto-saisi ! Il a formulé plusieurs avis. Par exemple, sur la stratégie vaccinale contre la Covid 19 et les nécessaires retours d'expérience participatifs dans les Ehpad.





■ Comment expliquer cette passivité ?

C.S : En urgence, il faut faire face. Vite parfois. Et on peut comprendre que parfois l'étape de la consultation des populations concernées ait été brûlée. Mais nous avons dû attendre trop longtemps, près de 10 mois après le début de l'épidémie, pour que des formes de concertation avec la population soient mises en place : comité d'organisation de la vaccination auprès de Monsieur Vaccin, Conseil citoyen de la vaccination au Conseil économique social et environnemental. Or, dès avril 2020, Jean-François Delfraissy, le Président du Conseil scientifique COVID 19, avait adressé aux pouvoirs publics une note circonstanciée sur une telle nécessité.

Qu'est ce qui a fait penser que le dialogue citoyen dans la gestion de l'épidémie pouvait se faire sur la vaccination et pas sur le reste ?

C.S : La crise et son urgence, d'une part, et l'absence de culture du débat citoyen, d'autre part, ce que nous savons faire en sortie de crise (Etats généraux de la santé après la crise du sida et celle des maladies nosocomiales, Assises du Médicament après l'affaire du Mediator, par exemple), nous ne le pratiquons pas en cours de crise. Sans doute la vaccination, à l'aune des quantités de vaccins

potentiellement disponibles, fournissait-elle une meilleure occasion d'inclure les citoyens dans la décision publique. Aurions-nous pu mettre en place un Conseil citoyen de l'épidémie se penchant sur l'ensemble des aspects (dépistage, vaccination, éthique, organisation...) ? Cela aurait été riche d'enseignements. Pour la Nation, pour la démocratie, pour la santé.

L'épidémie a également précipité un phénomène en hausse ces dernières années, celui des infox et de la désinformation. Que pensez-vous de ce tourbillon d'informations (contradictoires) qui nous a agités ?

C.S : Je me réfère à l'ouvrage du sociologue Gérard Bronner, *L'apocalypse cognitive** : nous n'avons jamais eu autant accès à la connaissance, n'avons jamais eu autant de temps disponible pour penser l'évènement. Mais nous optons trop souvent pour des informations qui entretiennent nos peurs, qui valident nos pressentiments, nos choix, nos comportements et nos idéaux. Pour autant, jamais un sujet de santé n'aura autant que la COVID 19 provoqué un niveau de discussion et de protestation aussi intense. Partout et par tous.

Comment le réguler ?

C.S.: Il nous a sans doute manqué de méthode pour comprendre l'expertise scientifique quand elle se fait sous nos yeux... Avec Lagarde et Michard, nous avons appris à lire les textes de nos grands auteurs. Mais nous n'avons pas appris à lire l'image ni à décoder l'information. Encore moins à analyser les sources ou à réagir aux algorithmes des réseaux sociaux qui vous guident toujours, « à l'insu de votre plein gré » vers ce qu'il y a de conforme à notre mode de pensée. Il nous faut nous construire un équipement critique de la connaissance scientifique. On ne compte pas beaucoup de supports de ce type à part la « Tête au carré » et « La méthode scientifique », sur deux radios publiques qui plus est ! Et je m'étonne toujours que les liens d'intérêt des experts et autres invités de plateaux TV, par exemple, ne soient pas indiqués.

Estimez-vous que les personnes, et notamment les plus fragiles, sont suffisamment informées pour être actrices de leur santé ?

C.S.: Nous savons accompagner les personnes mais ne disposons pas, en France, de suffisamment d'outils concrets et accessibles pour les informer, leur permettre de prendre des décisions en santé. Les sociétés anglo-saxonnes plus pragmatiques y parviennent mieux que nous malgré les efforts de Santé publique France pour une meilleure littératie en santé et le développement du FALC (« Facile à lire et à comprendre »). Nous avons mis en place à la HAS des « groupes focus » où nous élaborons, avec un groupe d'utilisateurs ou de patients, des documents d'information écrits (sur le dépistage de la Trisomie 21, par exemple). Cela fonctionne bien mais demande du temps.

Au-delà, comment avez-vous vu évoluer la prise en considération de la parole des usagers ces dernières années dans les établissements, par les pouvoirs publics ?

C.S.: Le dialogue de la puissance publique avec les citoyens passe toujours par le truchement des associations agréées : en dehors d'elles, la parole n'est pas recensée, sauf à travers les sondages dont on connaît les biais. Je dirais aussi que nous



savons analyser les attentes des personnes, faire des retours d'expérience après une crise, mais qu'en flux courant, nous sommes particulièrement rétifs à la participation des usagers. Or il existe un besoin d'expression directe par nos concitoyens.

Dans cette crise sanitaire, aucun outil de dialogue avec la société n'a été mis en place par les institutions alors qu'on aurait pu facilement imaginer des forums électroniques pour échanger. La leçon que l'on va peut-être tirer de cette crise, je l'espère du moins, c'est que lorsqu'elle survient, il faut tout de suite mettre en place un conseil citoyen et/ou des espaces d'échanges : pour diffuser les connaissances, les rendre intelligibles et faire remonter les expériences. Cela fait partie des nouvelles formes de démocratie sanitaire qu'il faut apprendre à développer. ■

* PUF, janvier 2021

Médecins en Ehpad

SOIGNER LES SENIORS

LES MISSIONS DU MÉDECIN EN EHPAD : COORDONNER LE PROJET DE SOIN, SUIVRE OU DÉPISTER LES PATHOLOGIES CHRONIQUES, VEILLER À LA SANTÉ PHYSIQUE ET PSYCHIQUE DES RÉSIDENTS.



« J'ai toujours voulu être gériatre, j'aime le rapport avec les personnes âgées, énonce Florence Guillaneuf, médecin à la résidence de Mantes-la-Jolie. Sur le plan humain, elles ont beaucoup à nous enseigner et sur le plan médical, je trouve intéressant de travailler, par exemple, à éviter les interactions médicamenteuses ou encore à accompagner les démences » ; « la gériatrie privilégie l'abord du patient dans sa globalité, cette approche médicale me plaît beaucoup, complète Sam Bundhoo, médecin de la résidence de Montesson. J'aime réfléchir aux façons d'améliorer la qualité

de vie et le confort du patient, à la pertinence de prescrire tel médicament en mesurant la balance bénéfique/risque. » Bernard Planques, son confrère à Septeuil ajoute : « J'apprécie d'échanger -comme en médecine de ville- avec ces personnes souvent fragilisées par les troubles cognitifs. Il est essentiel de mesurer leurs capacités restantes pour s'appuyer dessus et pour mettre en place des stratégies thérapeutiques non médicamenteuses. Renarcissiser la personne, respecter sa dignité, même lorsqu'elle est grabataire, est une mission que je me suis toujours fixée. ».

DE NOMBREUSES MISSIONS LEUR INCOMBENT

Florence Guillaneuf, Sam Bundhoo et Bernard Planques sont tous trois médecins coordonnateurs de leur établissement. Leurs différentes missions consistent à élaborer et à coordonner le projet de soins avec l'ensemble de l'institution pour faire respecter les protocoles, afin d'assurer le bien-être des résidents mais aussi les bonnes conditions de travail des soignants. Ils veillent aux bonnes pratiques gériatriques en matière d'hygiène, de nutrition, de mobilité, de gestion des escarres et des infections... *« Nous mettons en place des programmes et des expérimentations pour donner un sens à la prise en charge au sein de l'Ehpad, détaille Sam Bundhoo. Ainsi la relecture d'ordonnances en prévention de la iatrogénie* médicamenteuse, des chemins sécurisés ou de l'éducation physique adaptée en prévention des chutes... Les projets sont multiples mais faute de temps, plus encore en période de crise sanitaire, nous ne pouvons tous les mener pour au-delà, faire de l'Ehpad un lieu de vie et d'animations où les gens aiment se rencontrer et partager du temps ensemble. »*

« Le médecin coordonnateur a un rôle central, il doit être polyvalent, avoir une vue d'ensembles des fonctions transversales et bien sûr gérer les urgences. »

SAM BUNDHOO,
Montesson

Les médecins coordonnateurs effectuent les visites de pré-admission des résidents. Ils évaluent leur état de dépendance et leurs besoins (aide à la mobilisation, déambulateur ou fauteuil...) mais aussi les besoins de l'établissement, transmis aux autorités de tarification : postes de psychomotriciennes, ergothérapeutes, psychologues... Ils assurent une partie de la formation continue des soignants et le management d'équipe : *« il est certain que la charge administrative*



s'est considérablement alourdie ces dernières années », pointe Bernard Planques, recruté en 1995 comme médecin traitant à la résidence de Septeuil qui comporte un Ehpad et un Foyer d'Accueil Médicalisé : « mais il ne faut pas oublier l'essentiel de notre mission, être auprès des résidents pour les soigner. Et pour cela il faut se remettre en question, réfléchir, écouter les équipes qui vivent avec les personnes âgées quotidiennement et ont beaucoup à dire. Lorsqu'elles interpellent pour un problème de santé, elles ont le plus souvent raison. À nous de leur expliquer ce que nous faisons et pourquoi. »

* Effets indésirables des traitements provoqués par des erreurs de prises ou des interactions.

MÉDECINS TRAITANTS ET PRESCRIPTEURS

En Ehpad, le médecin coordonnateur n'est pas prescripteur sauf en cas d'urgence. Cependant, souligne Florence Guillaneuf, « la covid a totalement modifié notre organisation puisqu'entre mars et juillet nous avons été le médecin traitant des résidents ». La crise a, en somme, accentué une tendance observée depuis plusieurs années, les temps de présence et d'investissement des médecins traitants en Ehpad s'amenuisent : « Au fil du temps, poursuit Florence Guillaneuf, nous devenons prescripteurs, et pas uniquement dans l'urgence, pour une pathologie aigüe comme pour de petits maux. Nous connaissons souvent mieux le dossier de la personne qu'un médecin traitant qui ne viendrait en visite que tous les 3 mois. Or chez une personne âgée, il ne se passe pas 3 mois sans qu'un problème de santé ne se pose. Nous devons réagir rapidement, répondre aux sollicitations de l'équipe, ajuster si besoin un traitement pour le bien-être de la personne et pour prévenir les hospitalisations. » Depuis 3 ans, l'ARS (agence régionale de santé) finance des temps de prescription ponctuels dans certains Ehpad acceptant de se prêter au jeu de la comparaison entre le système classique et le prescripteur

intégré : « les premiers résultats analysés par l'ARS montrent une qualité de prise en charge meilleure lorsque le prescripteur est sur place (vs un médecin traitant venant ponctuellement), remarque Sam Bundhoo. Lorsqu'une famille a besoin d'échanger et/ou de comprendre la survenue d'un événement aigu ou une chute par exemple, je peux la recevoir plus facilement. »

« Nous sommes moins cliniciens que coordonnateurs et à cet égard nous entretenons un partenariat local avec les hôpitaux et médecins traitants auprès desquels nous devons veiller à ce qu'ils renouvellent et révisent leurs ordonnances. Cependant 80 % de nos résidents ont des troubles cognitifs et du comportement, lesquels doivent être gérés quotidiennement et évalués régulièrement. C'est à nous que cette tâche incombe. »

FLORENCE GUILLANEUF,
Mantes-la-Jolie.



RELATIONS AVEC LES FAMILLES

Les médecins en Ehpad mesurent combien la relation avec les familles est l'une des clés de voûte de la structure : « le lien avec les familles qui nous confient leur proche est essentiel, estime Sam Bundoo. Il suffit que quelques unes soient mécontentes - un peu comme des parents d'élèves dans une école - pour que la défiance s'installe. » Le dialogue, la communication, sont des composantes importantes et complexes du métier : « Je sens que les familles ont besoin d'être rassurées. Parfois elles ont beaucoup donné dans l'accompagnement à domicile, je vois aussi un sentiment de culpabilité et l'importance pour elles de se sentir encore actrices », observe Bernard Planques.

Le praticien a vu évoluer le profil des résidents « de plus en plus âgés et dépendants », tout comme celui de leurs enfants « parfois âgés de 65 à 75 ans, eux-mêmes grands-parents voire arrières grands-parents ! » ■

COMME TOUT LE MONDE

Au Dame (Dispositif d'accompagnement médico-éducatif) de Châteaudun, 70 % des jeunes sont scolarisés entièrement ou partiellement dans le milieu ordinaire. C'est le cas de Joey, 10 ans et Evan, 12 ans, qui partagent leur temps entre enseignement classique et spécialisé.

Dispositif d'Accompagnement Médico-Educatif (Dame) de Châteaudun

TOUS EN CLASSE

LE DAME DE CHÂTEAUDUN, DESTINÉ AUX ENFANTS ET JEUNES DE 3 À 20 ANS PRÉSENTANT DES TROUBLES COGNITIFS, EST PIONNIER EN MATIÈRE D'INCLUSION SCOLAIRE EN MILIEU ORDINAIRE, UN MODÈLE APPELÉ À SE GÉNÉRALISER.

Pas peu fier, Joey trace quelques mots au tableau en écriture cursive en cours de sciences du CM1 de l'école Curie. Voici quelques semaines, il n'écrivait encore qu'en « lettres bâtons » mais il a beaucoup progressé depuis un an, passant d'une inclusion en CP à une classe de CM1. Morgane Dumais, son éducatrice référente, l'accompagne en classe, avec 4 autres enfants du Dame et remarque : « il voit les autres faire et il est très en demande ».

Chaque matin, Joey se rend à Curie, tantôt en CM1, lors des séances de sciences mais aussi de sport et de poésie, tantôt dans l'UEE (Unité d'Enseignement Externalisée), intégrée à l'école, où une éducatrice et Julie Boutaud, l'enseignante spécialisée détachée de l'Education nationale, font travailler les enfants en petits groupes. Après la cantine, avec ses copains de Curie, Joey se rend au Dame pour de nouveaux cours adaptés, des activités ou des soins (psychomotricité, orthophonie...).

« Les autres élèves prennent en charge les enfants du Dame, les aident à écrire, se montrent bienveillants. Parfois même nous sommes obligés de les freiner pour qu'ils ne soient pas trop pressants ou interventionnistes. »

MORGANE DUMAIS,
éducatrice

Evan, lui, passe toute sa semaine au collège Anatole France. Il est en inclusion individuelle en 6e (autrement dit le seul élève du Dame dans sa classe) en EPS, en musique et en arts plastiques. Un vrai saut en avant également pour ce jeune garçon qui l'an passé était en inclusion à Curie en cours élémentaire et est à présent scolarisé avec des jeunes de son âge. Au début de l'année, Agathe Roux-Vigoureux, son éducatrice référente, ou l'enseignante de l'UEE, également intégrée dans ce collège, l'accompagnaient en cours : « puis peu



Joey vient 3 fois par semaine en classe ordinaire. En inclusion, on commence souvent par les arts plastiques et l'EPS avant des disciplines plus scolaires comme les sciences ou l'histoire.



6 enseignants spécialisés font classe au Dame, dans l'une des 4 Unités d'Enseignement Externalisées (dans des établissements partenaires) ou interviennent dans les écoles de secteur auprès des jeunes et des enseignants.

à peu, nous lui avons expliqué qu'il devait accepter de grandir et venons uniquement à chaque nouveau sujet en arts plastiques, pour lui réexpliquer les consignes, précise Agathe Roux-Vigoureux. Evan qui est plutôt anxieux et timide, aurait pu être effrayé par l'arrivée au collège. Il s'est très bien adapté, joue en récréation avec ses camarades de 6^e. Le fait qu'il soit seul dans cette situation a été difficile en début d'année mais l'a forcé à s'ouvrir aux autres, à se déplacer seul dans le collège. Il devient plus autonome et épanoui et fait même des blagues, c'est bon signe ! »

« L'UEE est une classe à part entière du collège et je veille à anticiper, par exemple, comme pour toutes les classes, en amont de la rentrée à la bonne articulation des emplois du temps, pour faciliter l'inclusion. »

MICKAËL ROBIN,
Principal du collège Anatole France

DE L'INTÉGRATION À L'INCLUSION

Joey comme Evan sont inscrits sur les listes de CM1 et de 6^e, leur classe de référence. Depuis septembre 2019, en Eure-et-Loir, département pilote, les familles sont encouragées et accompagnées pour inscrire leur enfant dans son école de secteur.

Une application de la loi de 2005 sur l'inclusion scolaire jusqu'ici peu pratiquée. « L'enfant peut aller à l'école de son quartier avec ses copains, sa fratrie, il peut rentrer éventuellement déjeuner chez lui, mentionne Frédérique Incolano, directrice du Dame de Châteaudun. Le Dame constitue un plateau technique d'accompagnement éducatif pédagogique et de soin : les éducateurs et les enseignants suivent les jeunes dans leur école, ils soutiennent les enseignants du milieu ordinaire et les enfants pour réadapter les cours et l'activité. » Une posture qui change tout pour Marjorie Toussaint. Ce professeur des écoles travaille depuis 9 ans au Dame et a assisté à une véritable évolution de l'intégration à la « scolarisation dans la classe d'appartenance » : « auparavant, le jeune suivait des séances en classe ordinaire, pas en fonction de son âge mais selon son niveau. Un jeune de 14 ans pouvait assister aux cours d'arts plastiques avec des 6e. Ce n'est plus du tout le cas et c'est bien plus pertinent pour que l'élève s'identifie à sa classe, prenne sa place, développe des affinités. A présent, il est collégien, fait partie de l'effectif de sa classe, a son code pronote (liaison famille/élève/école), son conseil de classe, son bulletin. Ce n'est plus un jeune du Dame... »

Pour les enseignants spécialisés, cette application de la loi change tout : « Ce ne sont pas nos élèves mais ceux des enseignants que nous venons aider dans leur établissement » appuie Marjorie



PHOTOS: HAMID ZAMKIN

« Parfois on ne vient en classe que pour observer leur comportement, repérer les difficultés, pour aménager si besoin. », Julie Boutaud, enseignante

« Evan est revalorisé et bénéficie d'un vrai statut d'élève. Il progresse et il est mieux dans sa peau. La dimension sociale de l'école a autant d'importance que les apprentissages. », Marjorie Toussaint, enseignante spécialisée



PHOTO HAMDANOUN

« Nous travaillons dans une logique de parcours : deux institutions se donnent la main pour le parcours d'un élève », Amélie Nunes Nogueira, coordinatrice pédagogique du Dame.

■ Toussaint ; « il se passe des échanges entre nous auxquels je ne m'attendais pas, reconnaît Gaëlle Prêtre, enseignante de CM1 de Joey. Ma collègue enseignante spécialisée vient dans ma classe, s'occupe aussi de mes élèves, cela profite à tous. »

« Nous avons le sentiment d'être à notre place, d'être bien accueillis, que les élèves que nous suivons sont à leur place. Nous participons au conseil d'école, sommes consultés, déjeunons entre collègues... J'ai autant le sentiment d'appartenance à Curie qu'au Dame. »

JULIE BOUTAUD,
enseignante spécialisée

DU COUSU MAIN

Joey et Evan ont eu tous deux une première expérience douloureuse avec l'école. Ils en sont partis parce qu'ils rencontraient trop de difficultés : « Au Dame, nous les avons ré-appivoisés avec le milieu ordinaire, un travail de réassurance qui se fait également avec les parents », commente Frédérique Incolano. « Joey ne voudrait surtout pas louper le taxi qui l'emmène le matin à l'école. Il grandit et progresse bien, à son rythme, en rencontrant des enfants de son âge », confirme sa maman. La mère d'Evan témoigne avoir vécu douloureusement l'acceptation que son fils ne ferait pas une scolarité classique : « pendant des années, nous avons l'impression qu'il n'évoluait pas, ou pas assez vite mais depuis l'inclusion à Curie puis au collège, nous mesurons le changement. Cette année, nous travaillons même avec lui le soir, il est demandeur ! Et nous nous projetons ensemble dans l'avenir, chose que nous n'avions jamais osé faire. Et aussi vers des objectifs immédiats : avoir un portable, faire un trajet seul dans la rue ou, plus lointains : avoir un métier, passer son permis... »

Pour que l'inclusion réussisse, de nombreux regards croisés sont nécessaires et un travail d'adaptation des contenus pédagogiques est indispensable à mener entre enseignants spécialisés et ceux du milieu ordinaire : « Parfois en science par exemple, je travaille avec Julie Boutaud car certaines notions sont compliquées pour ces élèves, illustre Gaëlle Prêtre, l'enseignante de CM1 de Curie. On tâtonne, on adapte. Joey dessine parce qu'il ne peut pas écrire. L'objectif est de rendre accessible les savoirs, comme pour n'importe quel élève ». L'inclusion suppose beaucoup d'échanges avec les collègues, explique Marjorie Toussaint également enseignante ressource auprès des enseignants du milieu ordinaire : « Il faut être diplomate pour que cela fonctionne et sans cesse répéter, rappeler parfois la loi, porter ce discours inclusif notamment dans le secondaire où l'on a affaire à une multiplicité d'intervenants selon les disciplines. Mais chaque année, nous voyons le projet évoluer et progresser. » Amélie Nunes Nogueira, coordinatrice pédagogique du Dame conclut : « Nous souhaitons donner sa chance à chaque enfant d'expérimenter ses compétences dans une autre classe avec d'autres élèves. Mais nous suivons son rythme pour ne pas le mettre en difficulté, lui ou un enseignant. Nous faisons du cousu main. » ■

IME LA SAPINIÈRE

ÉDUCER LES JEUNES À LA VIE AFFECTIVE ET SEXUELLE

COMMENT PRENDRE EN CHARGE LE DROIT À L'INTIMITÉ ET À LA VIE PRIVÉE DANS UN ÉTABLISSEMENT ACCUEILLANT ET HÉBERGEANT DES ADOLESCENTS ET DES JEUNES ADULTES ?
UN EXEMPLE PARMI D'AUTRES, À LA FONDATION.

Devenu mixte en 2004, l'institut la Sapinière a depuis, mené une réflexion, élaboré un programme et créé des outils adaptés aux jeunes déficients intellectuels avec l'aide de l'association Estim'. Ce travail a permis d'élaborer une charte destinée aux professionnels et aux jeunes, adaptée en bande dessinée, abordant les thèmes de la pudeur et de l'intimité (Comment les professionnels doivent se positionner s'ils voient une scène intime entre adolescents, comment le jeune peut vivre une relation en institution, etc.)

GROUPES DE PAROLE

Depuis 2014, des intervenants (éducateurs, infirmières...) formés à l'animation de groupe par Estim' animent des « ateliers smiley ». Constitué de 7 jeunes, chaque groupe est minutieusement composé, en fonction de la maturité émotionnelle et comportementale des jeunes, en équipe pluridisciplinaire. Ces groupes mixtes ou non, ont lieu tous les 15 jours, dans une salle confortable. On y parle de ses émotions, de ses sentiments, de son corps, de ses relations amoureuses : « Dès que les jeunes ont compris le sens et les règles de ce groupe, ils signent le passeport qui les engage à la confidentialité, sauf si quelque chose de grave est dit, détaille Peter Jegouic, éducateur dans le secteur des filles en internat. Le groupe est créé et fermé, le but est que la parole soit libre et en confiance. Cette confiance se travaille. Pour cela nous passons par des supports visuels, jeux sensoriels, mises en situation ou jeux de rôle. » Selon les groupes, une

boîte à questions est à disposition. La sexualité n'est pas abordée d'emblée : « Plusieurs mois peuvent se passer avant qu'on ne le fasse. Certains jeunes sont quasi mutiques mais écoutent et veulent être là. Parfois la parole se débloque après plusieurs ateliers. A contrario, d'autres jeunes moteurs et acteurs dans le groupe, ont tendance à prendre beaucoup de temps de parole. L'intérêt de ce groupe est d'apprendre à prendre du recul, écouter les autres et finalement partager ses sensations et ses émotions avec respect. »

SOIRÉES DÉBATS AVEC LE PLANNING FAMILIAL

Dans la continuité des Smileys, des soirées-débats pour l'internat (et en journée pour l'externat), sont organisées depuis l'an dernier à La Sapinière, animées par le Mouvement du Planning Familial (MPF). Mixtes ou non mixtes, elles regroupent chaque fois 10 jeunes sur des sujets comme le couple, la relation amoureuse, la pornographie, les réseaux sociaux et la cybersexualité. « Il s'agit d'un public très vulnérable, analyse Mirijina Petit, cadre de soins. Les jeunes peuvent mettre des mots, ils connaissent les risques mais il y a un décalage entre la compréhension intellectuelle et la traduction en actes. Ainsi, ils savent qu'il faut se protéger mais ne le font pas pour autant. Ces questions sur ces thèmes reviennent souvent, elles correspondent à un besoin et une réalité et nous devons multiplier les occasions d'en parler. » ■

RETOUR D'EXPÉRIENCE SUR LA CRISE

PREMIÈRES LEÇONS

LES PERSONNES ACCOMPAGNÉES PAR LA FONDATION ESTIMENT AVOIR ÉTÉ BIEN SOIGNÉES ET BIEN PROTÉGÉES PENDANT L'ÉPIDÉMIE ET LES SALARIÉS SE DÉCLARENT SATISFAITS DE L'ADAPTATION DE LEURS PRATIQUES À LA CRISE.

Les personnes prises en charge dans les établissements de la Fondation estiment avoir été bien soignées et protégées (pour 91 % d'entre elles), 80 % des salariés expriment leur satisfaction quant aux modalités d'accompagnement mises en œuvre, et ce, quel que soit le secteur d'activité. Ce sont les résultats de l'enquête Retour d'Expérience sur la crise, effectuée par la Fondation à l'automne 2020 auprès des personnes accompagnées et des salariés. « *L'idée, éclaire Aurélie Drouet, Directeur Qualité et Gestion des risques, est de capitaliser sur les effets positifs nés de cette crise et de repérer certains manques ou dysfonctionnements que l'on ne souhaiterait pas voir se reproduire. Il s'agissait aussi de donner la parole aux équipes et aux personnes accompagnées afin qu'elles disposent d'un temps d'expression sur ces événements sans précédent.* »

DES MOTIFS DE SATISFACTION

De façon globale, personnes accompagnées comme salariés soulignent l'engagement et la solidarité au sein des équipes, mais aussi la réactivité, l'adaptation et la créativité : « *L'engagement des soignants lors de cette première vague épidémique a été fort. Cet état d'esprit a renforcé la cohésion pour être unis dans la prise en charge des résidents malgré des doctrines mouvantes dans la mise en place des protocoles* », témoigne un professionnel ; « *Durant cette période compliquée, des équipes soudées et une direction à l'écoute ont permis de faire face à ces moments difficiles, tant pour les personnes accueillies que pour les salariés* », apprécie un autre. La communication a été cruciale et certains établissements ont innové : communication par petits groupes par le directeur pour assurer une information uniforme, tableau d'affichage dédié, charte

graphique spécifique, ...mais aussi renforcement de la communication en direction des familles, notamment dans les établissements d'hébergement (courrier, numéro dédié, blog, mails...). De leur côté, 85 % des répondants accompagnés se disent satisfaits par l'information délivrée et les contacts avec les professionnels. « *Mon référent s'est montré très présent, à l'écoute et a su gérer lorsque je n'avais pas le moral* », estime l'un ; « *Les soins à domicile ont été dispensés à mon mari jusqu'au bout, le personnel a été très dévoué* », remercie une autre.

...ET DE MÉCONTENTEMENT

Comme dans la population générale, résidents et personnes accompagnées pointent une satisfaction moindre au sujet des entraves qu'elles ont rencontrées dans leur vie quotidienne : occupations possibles, perception de la vie quotidienne (52 %), sentiment de liberté, sentiment d'isolement. Ils ont plus ou moins bien vécu les contraintes du confinement : « *Ça a été dur de ne pas bouger du tout. Très long le confinement pour moi, il a fallu s'occuper comme on peut avec les éducateurs.* » Il ressort également, selon les établissements, des tensions engendrées par le manque de personnel médical ou paramédical (particulièrement en Ehpad) en raison de cette situation exceptionnelle : « *J'aurais souhaité pouvoir voir et parler davantage avec les médecins en charge de mon dossier durant l'ensemble de mon séjour. Bien sûr j'ai compris la situation, difficile de répondre à tous à ce moment-là* », reconnaît une personne. Pour les salariés, c'est le manque d'anticipation et de préparation à cette crise inédite qui est le plus pointé, avec cependant des différences selon les secteurs, la culture de la gestion des risques sanitaires et de crise étant plus ancrée dans les établissements sanitaires.



MISE EN COMMUN ET OUVERTURE SUR L'AVENIR

Parallèlement à ces enquêtes, un travail d'échange a été mené dans les établissements avec les équipes et les CVS (Conseils de la vie sociale) qui ont permis d'identifier forces et points faibles de chaque établissement lors de ces mois. Ce Retour d'expérience s'est poursuivi par un temps d'échange, par secteur d'activité, pour mutualiser la réflexion, apprécier les points positifs, mais aussi de vigilance, en cas de nouvelle crise. Les mois prochains, un travail plus approfondi aura lieu avec les directeurs d'établissement : « *Afin de revenir sur certains choix faits par la Direction Générale pendant la crise, pas forcément bien compris ni perçus, notamment concernant l'approvisionnement en matériel de protection* », conclut Aurélie Drouet. Le Directeur Qualité et Gestion des risques projette en outre que cette mise en commun permette d'harmoniser les pratiques et offrira des perspectives : mener un travail commun sur les protocoles d'hygiène, partager les bonnes pratiques de séparation des zones Covid/non Covid en Ehpad, diversifier l'offre d'accompagnement et d'accueil dans les structures du secteur Jeunesse, mettre en place des supports d'information en *facile à lire et à comprendre*, etc. ■

Le Retex, une méthode Qualité

■ Le Retour d'Expérience, est utilisé pour analyser un événement (crise grave, projet d'envergure et/ou innovant...). Elle analyse les objectifs atteints, les points positifs mais aussi les dysfonctionnements ou écarts, en recherchant les causes et les enchaînements et en retirant des enseignements.

La Fondation a d'abord mené deux enquêtes auprès des personnes accompagnées puis des salariés. 1480 usagers (sur 4200 places et lits), 680 salariés (sur les 2500 que compte la Fondation) ont répondu, nous les en remercions. Le cabinet d'études Mazars a en outre animé des ateliers de travail sur chaque site avec les membres des cellules de crise et des représentants de chaque service. Il a ensuite émis des préconisations par secteur.



IME de Bry-sur-Marne

JOURNÉE INTERNATIONALE DE L'ÉPILEPSIE

LES JEUNES DE L'IME DE BRY-SUR-MARNE ONT PARTICIPÉ À LA JOURNÉE INTERNATIONALE DE L'ÉPILEPSIE, LE 8 FÉVRIER 2021 EN DESSINANT LEUR VIE ET LEUR MALADIE. LES PROFESSIONNELS DE L'IME ONT ÉGALEMENT RECUEILLI LEURS TÉMOIGNAGES EN VIDÉO.

« A cause de cette maladie, je n'arrive pas à me concentrer à l'école. Le fait de regarder internet, les lumières et les écrans, provoque des crises d'épilepsie. »

« La journée de l'épilepsie se déroule chaque année le 2e lundi de février afin de sensibiliser le grand public à cette maladie neurologique chronique mal connue et victime de préjugés négatifs persistants. Elle touche 50 millions de personnes dans le monde dont 700 000 en France..

« Je suis l'atelier restauration, l'atelier bois, l'atelier hygiène et entretien des locaux et l'atelier vie pratique et sociale qui nous apprend plein de choses. »

« Je voudrais avoir ma maison, ma voiture, un travail, me faire à manger seul et recevoir mes camarades et peut être avoir une femme »



« Quand mes jambes se bloquent, ça m'empêche d'avancer, quand mes bras se tordent ça fait mal »

Retrouvez l'intégralité de cette production artistique et de ces témoignages sur bellan.fr

Établissements & Services

Coordonnées des établissements & services de la Fondation

75 PARIS

■ CRÈCHE DU MAIL

15, RUE DE CLÉRY – 75002 PARIS
TÉL. : 01 42 60 97 30

■ MULTI-ACCUEIL ANDRÉ ROUSSEAU

19, RUE DES MARTYRS – 75009 PARIS
TÉL. : 01 42 81 80 70

■ CRÈCHE SAINT AMBROISE

19, RUE PASTEUR – 75011 PARIS
TÉL. : 01 56 98 06 25

■ CRÈCHE SAINT SÉBASTIEN

8/10, IMPASSE SAINT SÉBASTIEN
75011 PARIS
TÉL. : 01 43 57 07 10

■ CENTRE DE PHONÉTIQUE APPLIQUÉE

EXTERNAT MÉDICO-PÉDAGOGIQUE/
SAFEP/SSEFS

■ CENTRE MÉDICO-PSYCHO-PÉDAGOGIQUE

63-65, AVENUE PARMENTIER – 75011 PARIS
TÉL. : 01 48 05 93 03

■ CRÈCHE DU PETIT MOULIN

14 BIS, RUE DU MOULIN VERT – 75014 PARIS
TÉL. : 01 45 41 04 68

■ CENTRE AUGUSTIN GROSSELIN INSTITUT MÉDICO-PÉDAGOGIQUE/ SSEFS

5-15, RUE OLIVIER NOYER – 75014 PARIS
TÉL. : 01 45 45 46 76

■ CRÈCHE BRANCON

129, RUE BRANCON – 75015 PARIS
TÉL. : 01 45 33 40 07

■ HALTE ÉMERIAU

29, RUE ÉMERIAU – 75015 PARIS
TÉL. : 01 45 77 86 37

■ COD.A.L.I. – LÉOPOLD BELLAN SERVICES DE SOINS POUR ENFANTS SOURDS SAFEP/SEFFS

47, RUE DE JAVEL – 75015 PARIS
TÉL. : 01 45 79 50 35

■ CRÈCHE DU 16^E

9, RUE FRANÇOIS MILLET – 75016 PARIS
TÉL. : 01 45 27 68 88

■ CRÈCHE DU POINT DU JOUR

22 BIS, RUE CLAUDE LORRAIN – 75016 PARIS
TÉL. : 01 46 47 87 50

■ ÉTABLISSEMENT ET SERVICE D'AIDE PAR LE TRAVAIL

5, RUE JEAN-SÉBASTIEN BACH
75013 PARIS / TÉL. : 01 53 82 80 50

■ SERVICE D'ACCOMPAGNEMENT À LA VIE SOCIALE

67/69 RUE DE LA PLAINE 75020 – PARIS
TÉL. : 01 44 62 03 08

■ PRÉSENCE À DOMICILE

LÉOPOLD BELLAN
SERVICE MANDATAIRE D'AIDE
À DOMICILE

SERVICE DE SOINS INFIRMIERS
À DOMICILE

214, RUE LECOURBE – 75015 PARIS
TÉL. : 01 44 19 61 70 – 01 44 19 60 20

■ AMSAD LÉOPOLD BELLAN

SERVICE PRESTATAIRE D'AIDE
À DOMICILE

SERVICE DE SOINS INFIRMIERS
À DOMICILE

29, RUE PLANCHAT – 75020 PARIS
TÉL. : 01 47 97 10 00

■ HÔPITAL MÉDECINE GÉRIATRIQUE ET NEURO-PSYCHO-GÉRIATRIQUE – COURT ET MOYEN SÉJOUR

185 C, RUE RAYMOND LOSSERAND
75014 PARIS

TÉL. : 01 40 48 68 68

■ HÔPITAL DE JOUR / SOINS DE SUITE ET DE RÉADAPTATION

UNITÉ DE MÉDECINE PHYSIQUE
ET DE RÉADAPTATION

UNITÉ DE RÉADAPTATION
CARDIO-VASCULAIRE

16, RUE DE L'AQUEDUC – 75010 PARIS
TÉL. : 01 53 26 22 22

77 SEINE-ET-MARNE

■ INSTITUT MÉDICO-ÉDUCATIF « LA SAPINIÈRE »

UNITÉ D'ACCUEIL TEMPORAIRE
24, ROUTE DE MONTARLOT

77250 ÉCUELLES / TÉL. : 01 60 70 52 99

■ SERVICE D'ÉDUCATION SPÉCIALISÉE ET DE SOINS À DOMICILE

28, BOULEVARD GAMBETTA
77000 MELUN

TÉL. : 01 60 66 86 60

78 YVELINES

■ ÉTABLISSEMENT ET SERVICE D'AIDE PAR LE TRAVAIL

1, PLACE LÉOPOLD BELLAN
78200 MAGNANVILLE

TÉL. : 01 30 98 19 00

■ PÔLE MÉDICO-SOCIAL DE MONTESSON

■ CENTRE D'HABITAT
DE MONTESSON

11, RÉSIDENCE LES ACACIAS
78360 MONTESSON / TÉL. : 01 39 57 24 20

■ ÉTABLISSEMENT ET SERVICE D'AIDE PAR LE TRAVAIL

205, AVENUE GABRIEL PÉRI
78360 MONTESSON / TÉL. : 01 39 13 20 30

■ RÉSIDENCE MÉDICALISÉE POUR PERSONNES ÂGÉES

205, AVENUE GABRIEL PÉRI
78360 MONTESSON / TÉL. : 01 39 13 20 30

■ SERVICE D'ACCOMPAGNEMENT À LA VIE SOCIALE

35, AVENUE JULES REIN
78500 SARTROUVILLE / TÉL. : 01 39 13 38 70

■ FOYER D'ACCUEIL MÉDICALISÉ

13, PLACE DE VERDUN – 78790 SEPTEUIL
TÉL. : 01 34 97 20 00

■ CENTRE DE GÉRONTOLOGIE CLINIQUE

RÉSIDENCE MÉDICALISÉE
POUR PERSONNES ÂGÉES

CENTRE DE SANTÉ MÉDICAL
SERVICE DE SOINS INFIRMIERS
À DOMICILE

1, PLACE LÉOPOLD BELLAN
78200 MAGNANVILLE / TÉL. : 01 30 98 19 00

■ SERVICE D'HOSPITALISATION À DOMICILE DE MAGNANVILLE

1, PLACE LÉOPOLD BELLAN
78200 MAGNANVILLE / TÉL. : 01 30 98 19 84

■ RÉSIDENCE MÉDICALISÉE POUR PERSONNES ÂGÉES

SERVICE D'ACCUEIL DE JOUR
8, RUE CASTOR – 78200 MANTES-LA-JOLIE
TÉL. : 01 30 94 99 00

■ RÉSIDENCE MÉDICALISÉE POUR PERSONNES ÂGÉES

13, PLACE DE VERDUN – 78790 SEPTEUIL
TÉL. : 01 34 97 20 00

28 Eure-et-Loir

■ INSTITUT MÉDICO-ÉDUCATIF

10, RUE DU COQ – 28200 CHATEAUDUN
TÉL. : 02 37 44 56 00

■ JARDIN D'ENFANTS SPÉCIALISÉ

6, RUE DU COLONEL LEDEUIL
28200 CHATEAUDUN / TÉL. : 02 37 98 61 51

91 ESSONNE

■ CENTRE MÉDICAL DE PHONIAITRIE ET DE SURDITÉ INFANTILE

INSTITUT MÉDICO-PÉDAGOGIQUE/SSEFS
CENTRE D'ACTION MÉDICO-
SOCIALE PRÉCOCE

RUE VICTOR HUGO – 91290 LA NORVILLE
TÉL. : 01 64 90 16 36

■ INSTITUT MÉDICO- PROFESSIONNEL

19, RUE DE L'ÉGLISE
91820 VAYRES-SUR-ESSONNE

TÉL. : 01 69 90 88 60

■ CENTRE D'HABITAT DE L'ESSONNE

SERVICE ÉDUCATIF DE TRANSITION
EN APPARTEMENTS REGROUPÉS

SERVICE D'ACCOMPAGNEMENT
À LA VIE SOCIALE

SERVICE D'ACCOMPAGNEMENT
ÉDUCATIF AVEC HÉBERGEMENT

4, ALLÉE STÉPHANE MALLARMÉ
91000 ÉVRY / TÉL. : 01 64 97 15 79

92 HAUTS-DE-SEINE

■ FOYER ÉDUCATIF

175, RUE JEAN-BAPTISTE CHARCOT
92400 COURBEVOIE / TÉL. : 01 43 33 24 23

■ RÉSIDENCE MÉDICALISÉE POUR PERSONNES ÂGÉES

17, AVENUE CHARLES-DE-GAULLE
92270 BOIS-COLOMBES / TÉL. :
01 47 86 57 00

93 SEINE-SAINT-DENIS

■ RÉSIDENCE MÉDICALISÉE POUR PERSONNES ÂGÉES

6-8 RUE DES COUDES CORNETTES
(210-212, AVENUE GASTON ROUSSEL)
93230 ROMAINVILLE / TÉL. : 07 87 51 18 44

94 VAL-DE-MARNE

■ MAISON DE L'ENFANCE

67 BIS, AVENUE DE RIGNY
94360 BRY-SUR-MARNE / TÉL. :
01 45 16 01 06

■ INSTITUT MÉDICO-ÉDUCATIF

5, RUE DU 26 AOÛT 1944
94360 BRY-SUR-MARNE / TÉL. : 01 48 81 00 39

■ ÉTABLISSEMENT ET SERVICE D'AIDE PAR LE TRAVAIL

22, RUE DE LA RÉPUBLIQUE
94360 BRY-SUR-MARNE
TÉL. : 01 48 82 53 00

37 INDRE-ET-LOIRE

■ ÉTABLISSEMENT ET SERVICE D'AIDE PAR LE TRAVAIL

ZI NORD – 6, RUE ROLLAND PILAIN
BP 207 – 37500 CHINON
TÉL. : 02 47 98 45 55

■ CENTRE D'HABITAT DE BEAUMONT-EN-VÉRON

4, RUE DU VÉLOR
37420 BEAUMONT-EN-VÉRON

TÉL. : 02 47 58 40 90

■ SERVICE D'ACCOMPAGNEMENT À LA VIE SOCIALE (SAVS)

21, RUE PAUL-LOUIS COURIER
37500 CHINON / TÉL. : 02 47 58 40 90

■ SERVICE D'ACCUEIL DE JOUR (SAJ)

4, RUE DU VÉLOR
37420 BEAUMONT-EN-VÉRON

TÉL. : 02 47 58 40 90

■ RÉSIDENCE MÉDICALISÉE POUR PERSONNES ÂGÉES

24, RUE FRANÇOIS HARDOUIN
37081 TOURS CÉDEX 2

TÉL. : 02 47 42 37 37

60 OISE

■ ÉTABLISSEMENT ET SERVICE D'AIDE PAR LE TRAVAIL

ZI EST – 8, RUE DE L'EUROPE
60400 NOYON / TÉL. : 03 44 93 34 34

■ CENTRE D'HABITAT DE NOYON

27, RUE SAINT-ÉLOI – 60400 NOYON
TÉL. : 03 44 93 48 48

■ SERVICE D'ÉVALUATION ET D'ACCOMPAGNEMENT À DOMICILE 60

37, RUE SAINT-ÉLOI – 60400 NOYON.
TÉL. : 03 44 93 44 20

■ SERVICE D'ACCOMPAGNEMENT À LA VIE SOCIALE

37, RUE SAINT-ÉLOI – 60400 NOYON
TÉL. : 03 44 93 44 21

■ SERVICE D'ACCUEIL DE JOUR (SAJ)

ZI EST – 8, RUE DE L'EUROPE
60400 NOYON / TÉL. : 03 44 93 34 45

■ FOYER D'ACCUEIL MÉDICALISÉ

3, RUE DE LA CROIX-BLANCHE
60290 MONCHY-SAINT-ÉLOI

TÉL. : 03 60 74 60 01

■ HYGIÈNE SANTÉ

64 RUE CLAUDE BOURGELAT
60610 LA CROIX-SAINT-OUEN

TÉL. : 03 60 45 25 50

■ CENTRE DE RÉÉDUCATION ET RÉADAPTATION FONCTIONNELLES

7, RUE RAYMOND PILLON
60240 CHAUMONT-EN-VEXIN

TÉL. : 0 826 30 55 55

■ CENTRE DE PRÉVENTION ET DE RÉADAPTATION CARDIO- VASCULAIRE

OLLENCOURT – 60170 TRACY-LE-MONT
TÉL. : 03 44 75 50 00



FONDATION
LÉOPOLD BELLAN

64, rue du Rocher
75008 Paris

01 77 35 99 65

fondation@fondationbellan.org

www.bellan.fr



**Par votre générosité,
Aidez-nous à leur apporter
encore davantage !**



**SOUTENEZ NOS EFFORTS ET PARTICIPEZ A NOTRE MISSION,
DEVENEZ DONATEUR DE LA FONDATION :**

En faisant un don en ligne sur notre site 100 % sécurisé : www.bellan.fr,
pour la Fondation ou pour un projet précis.

En adressant un chèque à :

Fondation Léopold Bellan – Cellule Dons & Mécénat – 64, rue du Rocher – 75008 Paris

En effectuant un virement bancaire sur le compte de la Fondation :

IBAN : FR76 1020 7004 2623 2110 4099 565 – BIC : CCBPFRPPMTG

En léguant tout ou partie de vos biens à la Fondation :

Prenez contact avec notre cellule Dons & Mécénat au 01 77 35 99 65 ou
don@fondationbellan.org

En versant la taxe d'apprentissage de votre entreprise :

aux IME (Instituts Médico-Éducatifs) et aux Esat (Établissements et services d'aide par le
travail) de la Fondation, habilités à la percevoir.

La Fondation Léopold Bellan, œuvre reconnue d'utilité publique depuis 1907, certifiée sur l'honneur que les dons et versements qu'elle reçoit ouvrent droit à la réduction d'impôts prévue
aux articles 200 et 238 bis du CGI à hauteur de 66 % de leur montant dans la limite de 20 % du revenu imposable pour les particuliers ou à hauteur de 60 % de leur montant dans la limite
de 5 % du chiffre d'affaires pour les sociétés.



**POUR FAIRE
UN DON
EN LIGNE SUR
www.bellan.fr**